



CONFERENCE THEMATIQUE :

Encourager la citoyenneté mondiale active, animation territoriale et transformation sociale

Présidente de séance

Véronique MOREIRA, vice-présidente du conseil régional Rhône-Alpes déléguée à la coopération solidaire, présidente du groupe thématique Education à la citoyenneté mondiale de Cités Unies France

Ce nouveau vocable de l'éducation à la citoyenneté mondiale permet de travailler davantage sur l'ensemble des populations, du « Sud » comme du « Nord » incluant les questions de pauvreté, de liberté, de droit, de dignité, de citoyenneté. Tout le monde étant concerné, il s'agit vraiment d'intégrer une logique positive pour la construction d'un monde futur commun. Si nous engageons notre collectivité, c'est aussi parce que nous avons un sens très fort de notre responsabilité commune : une responsabilité par rapport à des biens publics mondiaux qui peuvent être physiques comme par exemple la biodiversité, l'eau, la forêt ou d'autres qui sont plus en lien avec l'humain, comme la question des droits, de la justice ou d'une culture de paix. Nous assumons, en tant qu'élus ou agents des collectivités, cette responsabilité parce que c'est aussi une politique publique qui peut rassembler les populations de nos territoires.

La crise, la montée du chômage, de l'insécurité amènent les personnes à se replier sur elles-mêmes. Pourtant, partout dans le monde, des mouvements sociaux se lèvent et interpellent les décideurs en Grèce, en Turquie, au Brésil, en Espagne. Il y a là vraiment quelque chose à faire, à creuser et construire. L'éducation à la citoyenneté mondiale, si elle n'est pas la réponse à tout, est en tout cas un formidable outil, un levier pour mobiliser la société civile sur les territoires. Il est d'ailleurs nécessaire que les politiques s'emparent de cette question, parce qu'elle est justement politique, parce qu'elle permet de mobiliser les citoyens et de combler ce fossé entre les décideurs et les populations. Enfin, il ne peut pas y avoir de politique d'aide publique au développement sans un plaidoyer pour la justifier, afin qu'elle soit soutenue par les populations.

Modérateur

Michel SAUQUET, président d'EDUCASOL, plateforme française pour l'éducation au développement et la solidarité internationale

Nous sommes complètement convaincus que l'éducation au développement et la solidarité place vraiment le citoyen au cœur de la définition des politiques publiques. Notre objectif est d'aider le citoyen à être mieux informé, formé donc compétent, éduqué et acteur de la définition de ces politiques-là.

Intervenants

Roland BIACHE, administrateur d'EDUCASOL, délégué général de Solidarité laïque

La brève histoire de l'éducation au développement est indissociable des mouvements d'anticipation qui ont émergé dès la fin de la Seconde Guerre Mondiale, autrement dit la décolonisation. Depuis la Seconde Guerre Mondiale, l'éducation citoyenne a évolué de générations en générations. La première génération, dans les années 1950, était très occidental-centrée, réagissant par compassion, charité. La deuxième génération, dans les années 1960, reste dans cette idée du modèle du Nord, reproductible au Sud avec pour seul indicateur de référence la matrice économique. La troisième génération commence à s'approcher de la citoyenneté mondiale, dans les années 1970-80, avec une éducation critique et solidaire. C'est le début de la dénonciation du système, des injustices, des inégalités mais avec toujours cette idée qu'il y a un développement idéal. Pour la quatrième génération, dans les années 1980-90, il n'y a plus seulement le modèle idéal ou supposé tel du Nord, on s'interroge vraiment sur les causes structurelles des inégalités. La cinquième génération, dans les années 2000, est à peu près semblable à ce qui se passe aujourd'hui avec l'émergence de l'idée d'une citoyenneté mondiale autour l'idée d'une « éducation globale ». C'est le début des campagnes autour des biens publics mondiaux, des enjeux globaux, des droits humains avec l'idée de co-construction d'un monde plus juste, plus solidaire par la participation, la bonne gouvernance.

Il est difficile d'aborder la notion de citoyenneté mondiale sans évoquer celle de citoyenneté. En Europe, elle est associée à l'idée de libertés physiques et de liberté de conscience, porteuse de démocratie. Historiquement, elle est aussi rattachée à l'idée de nationalité. Aujourd'hui, cette notion s'élargit avec la citoyenneté européenne, la citoyenneté mondiale et dans le contexte de mondialisation, la solidarité est alors le meilleur liant, le meilleur lien. C'est la condition pour que les identités ne soient plus meurtrières.

Patricia BAY, Agence française de développement, division du partenariat avec les ONG

Depuis une vingtaine d'années, nous finançons une cinquantaine de projets d'éducation au développement par an car ils sont des vecteurs, des catalyseurs de meilleure citoyenneté. Ces projets sont citoyens car ils visent à sensibiliser différents publics aux enjeux et questions de solidarité, là où des professionnels et des acteurs seraient un peu trop enfermés dans des aspects sectoriels. Dans ces programmes, nous voulons que les sociétés civiles prennent leur part dans l'élaboration des politiques publiques, au travers d'un certain nombre de grandes campagnes, d'actions de plaidoyer, de concertation. Les démarches ainsi promu sont des

démarches pluri-acteurs, mobilisatrices et animatrices des territoires, capables de créer des espaces de dialogue, d'échanges de pratiques, d'expériences et donc d'innovations.

Pour l'AFD, l'enjeu pour les pouvoirs publics comme pour les collectivités territoriales dans ce type de projets, c'est de plus et mieux informer, mais également de faire comprendre, de rendre acceptable, de justifier, d'être redevable. C'est surtout de permettre à chacun, à des groupes ou des collectifs de questionner, d'interroger, voire de se responsabiliser. A noter que cela demande de la cohérence : il y a parfois encore un manque d'articulations entre les projets d'éducation à la citoyenneté mondiale et les projets de solidarité internationale ou d'aide au développement.

Rose-Marie DI DONATO, directrice de RESACOOOP

Le projet « Des Alpes au Sahel », en collaboration avec la région Piémont, la région Rhône-Alpes et RESACOOOP est né d'une réponse à l'appel à projets « Autorités locales » de la Commission européenne sur la sensibilisation de l'opinion publique européenne aux enjeux de développement. Ce projet partait du constat que le développement durable était souvent abordé dans l'enseignement, mais sans sa dimension internationale. Le projet s'est donc adressé à l'éducation formelle, c'est-à-dire l'éducation dans les établissements scolaires en Italie et en France afin de faire apparaître cette dimension internationale portée par la coopération internationale des deux régions. Nous avons alors créé un réseau transfrontalier multi-acteurs impliquant des collectivités territoriales, des associations d'éducation à l'environnement, de solidarité internationale et bien sûr les institutions de l'éducation nationale et les établissements scolaires des deux pays afin de fournir des outils, notamment aux enseignants.

La priorité quand on parle de citoyenneté internationale, d'éducation, c'est de mettre tout le monde autour de la table. Le projet doit être l'affaire de tous ceux qui, autour de l'élève, sont en capacité de pouvoir l'aider à se situer justement comme un futur citoyen informé, conscient, critique et responsable. Il faut donc travailler avec les enseignants. Ce sont eux qui savent mieux que personne ce que sont les programmes, comment y intégrer ces questions, et comment créer des outils adaptés. Se mettre autour de la table, c'est aussi arriver à une définition partagée du sujet dont on parle. Il y a toujours lieu de se questionner sur ce qu'on met derrière les mots. Fort de ce projet, la région Rhône-Alpes a choisi de déposer avec succès un second projet, toujours sur la même ligne « autorités locales » intitulé REDDSO – Régions européennes pour une Education Durable et Solidaire – et qui associe d'autres régions partenaires, dont l'objectif est de construire pas à pas, pays par pays, cette fameuse citoyenneté mondiale dont nous avons tous envie.

Forough SALAMI, vice-présidente du conseil régional Bretagne déléguée à l'international

En 2006, la région Bretagne a mis en place une plateforme informelle de solidarité internationale composée des collectivités territoriales, des associations, des têtes de réseaux,

des CHU, des établissements d'enseignement de la région. Le but de cette plateforme était de faire un échange d'expériences, mais surtout de coordonner des événements à l'échelon régional.

En 2010, la région Bretagne a initié le projet « En résonance » relatif à l'éducation au développement et à la solidarité internationale, qui a pris corps au sein de la plateforme. Ce projet avait deux objectifs : dynamiser les territoires et les partenaires par la mise en place d'un comité de pilotage réunissant collectivités, associations d'éducation populaire, de développement durable, commerce équitable, le rectorat, la chambre d'agriculture ; et mobiliser les jeunes, public principal du projet. Pour ce dernier objectif, nous avons sélectionné 5 groupes de jeunes en Bretagne et 6 groupes de jeunes à l'international ; 11 animateurs ont été formés pendant une semaine. Après une année de relation virtuelle par Internet, les jeunes se sont rencontrés à Saint Malo pendant une semaine ce qui a donné naissance à un livret pédagogique destiné aux établissements scolaires.

Au sein de la plateforme, nous avons compris que l'élément fédérateur, c'est la concrétisation des projets. Il faut avoir des projets en commun, il faut avoir une méthode en commun et un calendrier bien défini pour booster tous les partenaires. Ensuite, l'animation des groupes ne suffit pas, il faut avoir un peu de fonds pour intéresser davantage les jeunes, et surtout, il faut une rencontre physique.

Lise TREGLOZE, Fédération Artisans du Monde

Les projets d'éducation au commerce équitable permettent de faire le lien pour les collectivités entre leur action internationale et leur préoccupation de sensibiliser l'opinion publique dans les territoires. Généralement, ces projets naissent d'un choix de renforcer, dans le cadre d'un partenariat existant, un acteur au Sud : renforcement de filières, appui à la commercialisation et donc à la commande publique, etc. Mais cela passera aussi par un travail de renforcement des échanges humains entre ces deux régions du monde et de co-construction des activités. Au niveau de la collectivité française, une solution est de mettre en place une structure, une plateforme informelle multi-acteurs, de s'appuyer sur ce qui existe, avec les associations, les établissements scolaires, le rectorat, les entreprises, le monde agricole pour travailler ensemble sur ces projets d'éducation au commerce équitable.

Par exemple, les départements et la région Rhône-Alpes ont lancé l'opération « Mangez équitable » sur leurs territoires. Ce n'est pas juste un repas équitable distribué dans les établissements scolaires, c'est intégrer et mobiliser dans un projet sur l'année différentes classes, le personnel de cantine, les encadrants et les jeunes pour co-construire ces projets-là, y compris en faisant intervenir des partenaires du Sud, au moment d'animations ou de restitutions. C'est l'idée d'avoir un groupe de personnes capable d'intervenir à différents niveaux tout au long des projets.

Trois idées clefs :

- ➔ L'éducation au développement est un vecteur de citoyenneté et un appui à l'ancrage territorial de l'engagement internationale de la collectivité ;
- ➔ Les projets d'éducation au développement, pour fonctionner, doivent être pensés et menés par tous les acteurs pertinents, des collectivités aux associations, en passant par les écoles ;
- ➔ L'important est de créer des outils, des supports adaptés pour mieux sensibiliser le public et faire naître en lui une réflexion sur les enjeux mondiaux afin de qu'il devienne lui-même acteur de ces politiques.